



COMMUNE DE TARNAC

Procès-verbal de la séance du conseil municipal du 14 novembre 2022

L'an deux mille vingt-deux, le quatorze novembre à 19 heures et 30 minutes, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est réuni à la mairie, en session ordinaire, sous la présidence de François BOURROUX, Maire.

Date de convocation : 08 novembre 2022

Présents : F. ARVIS, C. BAYLE, F. BOURROUX, S. CHAMPSEIX, P. CHAUVOT, M. LEOCADIO.

Absents : C. ALVES pouvoir à F. BOURROUX, F. VIGNE pouvoir à C. BAYLE, J.J. HOFFNUNG pouvoir à P. CHAUVOT.

Secrétaire de séance : est nommé(e) secrétaire de séance S. CHAMPSEIX

Le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance à 20h00.

Ordre du jour

Le Maire propose l'ajout du point « Adhésion à la plateforme des marchés publics du Département de la Corrèze ». L'ordre du jour se présente ainsi :

- 1- Validation du procès-verbal de la réunion du 04 octobre 2022.
- 2- Décisions du Maire
- 3- Demande d'adhésion de la commune de Bugeat à la communauté de communes Vézère-Monédières-Millesources
- 4- Adhésion au CAUE
- 5- Délégation au Maire pour l'opération OPAH
- 6- Demande de subvention Départementale – Contrat CSC Aménagement du camping phase 2 et plan de financement.
- 7- Réfection du moulin « section Orliac »
- 8- Coupe de bois Exercice 2023
- 9- Choix des amortissements M14 « subventions d'équipement »
- 10- Décisions modificatives budgétaires Budget Principal
- 11- Adhésion à la plateforme des marchés publics de la Corrèze
- 12- Questions diverses

Le conseil municipal approuve l'ordre du jour présenté ci-dessus.

Séance

1- Validation du procès-verbal du conseil municipal du 04 octobre 2022

Le procès-verbal de la séance du 04 octobre 2022 a été adressé par courriel aux membres du conseil municipal ; **après en avoir délibéré, par 9 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention** le conseil municipal approuve ce procès-verbal.

2- Décisions du Maire

Monsieur le Maire rend compte des décisions prises dans le cadre de ses délégations.

Décision 2022-02 du 27/09/2022 : Réalisation d'un dallage en béton désactivé – aménagement parking à côté de l'église.

Le Maire de Tarnac,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 2122-22,

Vu la délibération n° 2020-44 en date du 26 juin 2022 par laquelle le conseil municipal l'a chargé, par délégation, de prendre certaines décisions prévues à l'article L.2122-22 sus-visé,

Considérant l'aboutissement du projet d'aménagement d'un parking à côté de l'église,

DECIDE

Article 1 : d'accepter le devis de l'entreprise Bredèche pour la réalisation du dallage en béton désactivé pour un montant de 12 416,00 € HT soit 14 899,20 € TTC.

Article 2 : La présente décision sera inscrite au registre des délibérations.

Ampliation sera adressée à Monsieur le préfet de la Corrèze.

Décision 2022-03 du 17/10/2022 : Achat d'une benne à fond ouvrant pour les déchets verts du cimetière.

Le Maire de Tarnac,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 2122-22,

Vu la délibération n° 2020-44 en date du 26 juin 2022 par laquelle le conseil municipal l'a chargé, par délégation, de prendre certaines décisions prévues à l'article L.2122-22 sus-visé,

Considérant la nécessité d'améliorer la collecte des déchets verts du cimetière.

DECIDE

Article 1 : d'accepter le devis de l'entreprise OPS pour l'achat d'une benne à fond ouvrant pour les déchets verts du cimetière d'un montant de 1 543,90 € HT soit 1 852,68 € TTC.

Article 2 : La présente décision sera inscrite au registre des délibérations.

Ampliation sera adressée à Monsieur le préfet de la Corrèze

3- Demande d'adhésion de la commune de Bugeat à la communauté de communes Vézère-Monédières-Millesources. Délibération 2022-71

Vu l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2016 portant création de la communauté de communes Vézère-Monédières-Millesources ;

Vu la délibération du 17 octobre 2022 par laquelle le conseil municipal de Bugeat sollicite, d'une part, son retrait de la communauté de communes Haute-Corrèze Communauté selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.5214-26 du code général des collectivités territoriales (CGCT) et, d'autre part, son adhésion à la communauté de communes Vézère-Monédières-Millesources dans les conditions prévues à l'article L.5211-18 du même code ;

Vu la délibération 133-2022 du 21 octobre 2022 du conseil communautaire acceptant la demande d'adhésion de la commune de Bugeat à la communauté de communes Vézère-Monédières-Millesources ;

Vu l'étude d'impact, jointe à la présente délibération, produite par la commune de Bugeat, en application des dispositions des articles L.5211-39-2, D.5211-18-2 et D.5211-18-3 du CGCT, présentant une estimation des incidences de l'opération sur les ressources et les charges ainsi que sur le personnel des communes et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) concernés ;

Il est proposé au conseil municipal :

- d'approuver la demande d'adhésion de la commune de Bugeat à la communauté de communes Vézère-Monédières-Millesources ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, est favorable à cette proposition d'adhésion par :

- 7 voix pour,*
- 1 voix contre,*
- 1 abstention.*

Le maire est chargé d'assurer la publication de la présente délibération ainsi que sa transmission au préfet.

Communauté de communes Vézère-Monédières-Millesources

Commune de Bugeat

Etude d'impact relative aux conséquences d'une adhésion de la commune de Bugeat à la Communauté de communes Vézère-Monédières-Millesources

Avec son actualisation sur les données fiscales, la répartition de la dette et le transfert de personnel

Cadre légal

Aux termes de l'article L. 5211-39-2 du code général des collectivités territoriales, en cas de retrait d'une commune d'un E.P.C.I. dans les conditions prévues à l'article L. 5214-26 du même code, « l'auteur de la demande ou de l'initiative élabore un document présentant une estimation des incidences de l'opération sur les ressources et les charges ainsi que sur le personnel des communes et établissements publics de coopération intercommunale concernés. (...) Celui-ci est joint à la saisine du conseil municipal des communes et de l'organe délibérant du ou des établissements publics de coopération intercommunale appelés à rendre un avis ou une décision sur l'opération projetée. Il est également joint, le cas échéant, à la saisine de la ou des commissions départementales de coopération intercommunale concernées. »

Tel est l'objet de la présente étude, élaborée conformément aux dispositions des articles D. 5211-18-2 et D. 5211-18-3 du code précité.

Précisions complémentaires

Le présent document est donc une estimation ; il ne saurait en aucun cas, quelles que soient les conclusions déjà tirées des discussions ayant eu lieu entre les parties intéressées, préjuger intégralement des modalités financières et juridiques effectives qui résulteraient du départ de Bugeat de Haute-Corrèze Communauté (HCC) et de son adhésion à la Communauté de communes Vézère-Monédières-Millesources (CCV2M).

Par ailleurs, l'ensemble des simulations qui suivent concernant les dotations et fonds de péréquation ont été réalisées **sur la base des données applicables en 2021 et à législation constante**. Il convient donc de rappeler que la réforme de la fiscalité locale, comme les dispositions envisagées dans le cadre du projet de loi de finances pour 2023, vont bouleverser une partie des critères utilisés en la matière et que les montants qui en résulteront en seront profondément impactés.

Conséquences financières directes – Fiscalité (partie actualisée)

L'adhésion de Bugeat se traduit légalement à terme par l'application des taux communautaires de la CCV2M sur le territoire de la commune, au lieu des taux de HCC. **Sur la base des données 2022 officiellement connues** (source : états 1259 FPU), les différences sont actuellement les suivantes :

Impôt	HCC	CCV2M
Foncier bâti	1,87 %	3,68 %
Foncier non bâti	6,03 %	15,27 %
Taxe d'habitation. ¹	7,39 %	2,94 %

¹ Sur les résidences secondaires

Cotisation foncière des entreprises	29,20 %	31,90 %
T.E.O.M.	11,16 %	11,90 %

A noter que la diminution du taux de taxe d'habitation aura un impact limité aux résidences secondaires ; en revanche, la part de TVA versée par l'Etat au titre des résidences principales depuis 2021 sera calculée pour HCC sur la base du taux de cette dernière communauté appliqué à Bugeat en 2017 (6,93 %), et transférée à la CCV2M en 2023 (pour un montant estimé à 61 542 € sur la base des données 2020, **avant actualisation**).

A noter également que le conseil communautaire pourrait éventuellement décider de fixer un nouveau taux de C.F.E. par référence au taux moyen pondéré sur son nouveau périmètre : celui-ci est, sur la base des données de 2021, de l'ordre de 31,66 %, soit une diminution négligeable pour les communes actuelles et un faible avantage pour les entreprises de Bugeat par rapport à l'application du taux actuel (31,90 %). A défaut, le taux actuel de la CCV2M s'appliquera ipso facto à Bugeat dès la première année, sans possibilité de lissage. En revanche, le conseil communautaire aura la possibilité de décider d'un lissage des taux des deux taxes foncières et de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires.

L'évolution de la pression fiscale globale (hors taxe spéciale d'équipement), toutes choses égales par ailleurs², serait donc la suivante pour les contribuables de Bugeat :

Impôt	Taux global 2022 ³	Taux global futur	Evolution
Foncier bâti	30,90 %	32,59 %	+5,47 %
Foncier non bâti	83,54 %	93,11 %	+11,46 %
Taxe d'habitation ¹	17,55 %	13,10 %	-25,36 %
Cotisation foncière des entreprises	29,20 %	31,90 %	+9,25 %

Dans l'hypothèse évoquée plus haut d'un lissage des taux communautaires applicables sur la commune de Bugeat et prenant fin en 2026, compte tenu par ailleurs du « blocage » du taux de la taxe d'habitation avant 2023, le produit de la fiscalité sur les trois premiers impôts précités serait pour la CCV2M le suivant, toutes choses égales par ailleurs, sur le fondement des bases d'imposition prévisionnelles 2022⁴ :

Foncier bâti	Bases 2022 en €	Taux applicable	Produit en €
2023	1 048 000	2,32 %	24 134
2024	1 048 000	2,78 %	29 134
2025	1 048 000	3,23 %	33 850
2026	1 048 000	3,68 %	38 566

Foncier non bâti	Bases 2022 en €	Taux applicable	Produit en €
2023	32 500	8,34 %	2 711
2024	32 500	10,65 %	3 461
2025	32 500	12,96 %	4 212
2026	32 500	15,27 %	4 963

² Taxe GEMAPI comprise.

³ Somme des taux communal et intercommunaux appliqués en 2022, en considérant inchangée la répartition de la taxe GEMAPI.

⁴ Les bases 2022 définitives seront connues en fin d'année

Taxe d'habitation	Bases 2022 en €	Taux applicable	Produit en €
2023	594 285	6,28 %	37 321
2024	594 285	5,17 %	30 725
2025	594 285	4,05 %	24 069
2026	594 285	2,94 %	17 472

Mais l'augmentation pour certains des contribuables de Bugeat du taux de C.F.E. applicable sera plus que compensée par la diminution de la valeur de la base minimale utilisée pour le calcul de leur impôt, même si celle-ci peut éventuellement faire l'objet d'un lissage. Au regard des décisions adoptées par les deux conseils communautaires, les bases minimales étaient en 2021 respectivement les suivantes :

Chiffre d'affaires de l'entreprise	HCC	CCV2M
< 10 000 €	398 €	224 €
10 000 € - 32 600 €	557 €	416 €
32 600 € - 100 000 €	783 €	622 €
100 000 € - 250 000 €	2 347 €	867 €
250 000 € - 500 000 €	3 331 €	992 €
> 500 000 €	3 331 €	1 156 €

Faute de communication des rôles détaillés 2022, sur la base des éléments connus et dans l'hypothèse d'une application immédiate des bases minimales votées par la CCV2M, le montant de la C.F.E. perçu par celle-ci pourrait être de l'ordre de 23 000 €. Au total, le **produit fiscal supplémentaire** revenant à la CCV2M (hors T.E.O.M.⁵, celle-ci pouvant également faire l'objet soit d'un lissage, soit d'un zonage spécifique dans un premier temps) peut donc être évalué **à terme**⁶ sur la base des données disponibles à **171 765 €**, réparti comme suit⁷ :

Foncier bâti : 38 566 €

Foncier non bâti : 4 963 €

Taxe additionnelle au foncier non bâti : 1 700 € (estimation)

Taxe d'habitation sur les résidences secondaires : 17 472 €

Part de T.V.A. : 78 800 € (estimation⁸)

Cotisation foncière des entreprises : 23 000 €

Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau : 7 260 € (estimation)

Par ailleurs, la CCV2M assumera :

⁵ Et dans la mesure où le produit de la T.E.O.M. doit être corrélé au coût du service, ce qui rend impossible l'appréciation du taux pertinent sans une analyse de celui-ci sur la commune de Bugeat.

⁶ Compte non tenu de la dynamique des bases d'imposition, dont on sait qu'elle devrait être particulièrement élevée en 2023 sur la base de la législation existante, aux termes de laquelle la revalorisation forfaitaire des valeurs locatives est liée à l'inflation constatée en glissement l'année précédente, ou de celle de la T.V.A.

⁷ En anticipant la suppression définitive de la C.V.A.E. et son remplacement par une fraction supplémentaire de T.V.A.

⁸ Soit : fraction notifiée 2022 (65 243 €) réajustée par rapport au taux prévisionnel de croissance de la T.V.A. nationale résultant du PLF 2023 (9,7 %), et moyenne triennale de la C.V.A.E. 2020-2022 (9 239 €)

- d'une part, le poids du FNGIR négatif actuellement pris en charge par HCC au titre de la commune de Bugeat, transféré en application de l'article 78 de la loi n° 2009-1673 modifiée du 30/12/2009⁹, dont le montant est de **41 381 €** ;
- d'autre part, en application de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts, le versement à Bugeat, à compétences intercommunales identiques mais sous réserve de modifications ultérieures¹⁰, de l'attribution de compensation « négative » dont elle bénéficie actuellement pour un montant de **83 637 €**.

Conséquences financières induites – Dotations (partie non actualisée de l'étude réalisée en 2020)

L'intégration de Bugeat au sein de la CCV2M aurait par ailleurs des effets sur le montant des dotations perçues ou versées par celle-ci comme par l'ensemble des communes membres, du fait de la modification des indicateurs de ressources (potentiel fiscal, potentiel financier, potentiel financier agrégé, effort fiscal agrégé) ou de charges (revenu moyen par habitant) utilisés par l'Etat pour le calcul des dites dotations.

L'adjonction au territoire communautaire de la commune de Bugeat amènera naturellement une modification des indicateurs propres à la CCV2M ; mais le potentiel fiscal de chaque commune membre sera également impacté du fait de l'intégration, dans son calcul, de ce que l'on appelle les « produits à répartir » qui ne sont autres qu'une forme de « potentiel communautaire » attribué à chaque commune au prorata de sa population, et qui représente la part de la richesse de la CCV2M utilisés pour l'exercice par celle-ci des compétences que les communes lui ont transférées¹¹.

Or, la situation comparée entre HCC et la CCV2M à cet égard est la suivante :

⁹ Extraits du texte : « En cas de retrait d'une commune membre d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, la part du montant du prélèvement ou du reversement de l'établissement lui revenant, le cas échéant, est calculée selon les conditions prévues aux 1° et 2° du a du D du présent IV et le prélèvement ou le reversement de l'établissement public concerné est diminué de cette part.

(...)

« Lorsque, à la suite de son retrait d'un établissement public de coopération intercommunale auquel elle adhérerait, une commune est devenue membre d'un nouvel établissement public de coopération intercommunale dans le cadre d'une procédure de fusion, de modification de périmètre ou d'adhésion individuelle, le prélèvement sur les ressources, calculé selon les conditions prévues auxdits 1° et 2°, est mis à la charge de cet établissement public. »

¹⁰ Extraits du texte : « Lorsque, dans le cadre d'une modification de périmètre, de l'adhésion individuelle d'une commune ou d'une transformation dans les conditions prévues aux articles L. 5211-41-1 et L. 5214-26 du même code, un établissement public de coopération intercommunale est soumis au régime prévu au présent article et qu'il est fait application des dispositions de l'article 1638 quater, l'attribution de compensation versée ou perçue à compter de l'année où les opérations précitées ont produit pour la première fois leurs effets au plan fiscal est égale à :

« a) Pour les communes qui étaient antérieurement membres d'un établissement public de coopération intercommunale soumis au présent article : à l'attribution de compensation que versait ou percevait cet établissement public de coopération intercommunale l'année précédant celle où les opérations précitées ont produit pour la première fois leurs effets au plan fiscal, sous réserve des dispositions de l'avant-dernier alinéa du 2° du présent V.

(...)
« Lorsque l'adhésion d'une commune s'accompagne d'un transfert ou d'une restitution de compétences, cette attribution de compensation est respectivement diminuée ou majorée du montant net des charges transférées calculé dans les conditions définies au IV. »

¹¹ Ce qui explique la prise en compte dans le calcul des attributions de compensation ; il faut donc noter que toute décision prise sur l'évolution de celle-ci pour Bugeat aura un effet sur l'ensemble des communes.

Montant du « potentiel communautaire.¹² » par habitant au sein de HCC : 125,06 €
Montant du « potentiel communautaire » par habitant au sein de la CCV2M : 94,57 €
Montant du « potentiel communautaire » par habitant au sein de la CCV2M élargie : 91,11 €

Il apparaît donc, comme on le verra précisément plus loin, que l'intégration de Bugeat est à la fois avantageuse pour la commune (puisque le potentiel communautaire qui lui sera affecté diminue fortement) mais aussi pour toutes les communes de la CCV2M (même si ce potentiel diminue beaucoup moins) du fait des écarts significatifs entre les tissus fiscaux des deux E.P.C.I. ; en revanche, les communes de HCC apparaîtront plus favorisées à due concurrence, car étant moins nombreuses à se répartir une « richesse » à peine diminuée, mais très légèrement pour chacune d'entre elles dans la mesure où l'effet général sera réparti sur une population cinq fois plus importante.

L'ensemble des simulations qui suivent résultent du raisonnement qui précède. Elles reposent sur les données utilisées pour le calcul de la D.G.F. 2021 et traduisent ce qu'aurait donné celui-ci si Bugeat avait intégré la CCV2M en 2020 (compte tenu de l'année de décalage qui intervient dans la prise en compte des éléments de référence).¹³ Ils sont donc à prendre avec réserve puisque reposant sur des éléments de 2020, ceux-ci étant susceptibles de changer d'année en année et devant de toute façon évoluer profondément dans le cadre des réformes introduites dans le projet de loi de finances pour 2023.

1. Dotation d'intercommunalité et dotation de compensation

L'évolution des indicateurs de la CCV2M est retracée ci-dessous

Indicateurs	Valeur actuelle	Valeur après extension
Potentiel fiscal par habitant	225,54 €	216,94 €
Revenu moyen par habitant	12 036,72 €	11 930,30 €
Coefficient d'intégration fiscale	0,276555	0,277792

Il en résulterait un montant de dotation d'intercommunalité de 128 948 € (soit 15,59 € par habitant) contre un montant réel de 109 837 € en 2021 (15,31 € par habitant), soit un supplément de **19 111 €**.

Quant au supplément de dotation de compensation, il n'a pu être qu'estimé, en attente d'informations précises de la part de la D.D.F.I.P. : en effet, HCC a perçu en 2021 une dotation de compensation globale d'un montant de 1 566 468 € au sein de laquelle la part correspondant à la commune de Bugeat résulte des évolutions historiques de cette dernière depuis 2004 (date de l'intégration dans la D.G.F. de la « compensation part salaires » de l'ancienne taxe professionnelle). La valeur de la compensation initiale, comme l'effet de l'intégration de la compensation France Télécom intervenue en 2011, étant inconnus, faute d'information transmise par les services de l'Etat, le montant a été évalué sur la base des éléments disponibles à **27 968 €**.

2. Evolution du F.P.I.C.

L'évolution des indicateurs de l'ensemble intercommunal est retracée ci-dessous.

Indicateurs	Valeur actuelle	Valeur après extension
Potentiel financier agrégé par habitant	719,07 €	703,05 €

¹² Correspondant à la fois aux « produits EPCI à ventiler » des fiches DGF de la DGCL, et au potentiel spécifique des impôts ménages (bases de TH et produit de TAFNB) calculé selon la même logique

¹³ Une méthode spécifique a cependant dû être utilisée pour le calcul de la dotation forfaitaire des communes, celui-ci reposant pour partie (l'écêtement) sur les éléments de la pénultième année.

Revenu moyen par habitant	12 036,72 €	11 930,30 €
Effort fiscal agrégé	1,073115	1,036957

Les résultats qui s'en dégagent sont, sur l'année 2021 :

- Une contribution de 93 558 € au lieu de 100 279 € (-6 721 €)
- Une attribution de 228 919 € au lieu de 197 686 € (+ 30 767 €).

Soit un solde positif de **37 488 €**. Rappelons que la pratique actuelle au sein de la CCV2M est d'affecter l'attribution, de façon dérogatoire, en totalité à l'E.P.C.I., celui-ci assurant également la charge intégrale de la contribution. A ce titre, cela entraînerait pour la commune de Bugeat une économie nette, puisqu'elle est actuellement contributrice à hauteur de **5 586 €** au titre du F.P.I.C. prélevé sur Haute-Corrèze Communauté.

En résumé, le montant net des ressources supplémentaires pour la CCV2M résultant de l'adhésion de Bugeat, toutes choses égales par ailleurs, peut être évalué à terme à un peu plus de 120 000 € en valeur 2021.

3. Evolution des dotations communales

Le tableau ci-dessous présente les évolutions du potentiel financier.¹⁴ par habitant des communes de la CCV2M étendue, par application des règles légale de calcul aux données utilisées pour la répartition de la D.G.F. 2021

Communes	Potentiel financier par habitant actuel	Potentiel financier par habitant après extension	Variation
AFFIEUX	608,34	604,87	-0,57%
BONNEFOND	744,43	740,96	-0,47%
CHAMBERET	665,80	662,34	-0,52%
EGLISE-AUX-BOIS	854,94	851,49	-0,40%
GOURDON-MURAT	702,01	698,55	-0,49%
GRANDSAIGNE	807,33	803,88	-0,43%
LACELLE	620,02	616,55	-0,56%
LESTARDS	1494,33	1490,86	-0,23%
MADRANGES	516,96	513,50	-0,67%
PEYRISSAC	548,19	544,73	-0,63%
PRADINES	565,75	562,29	-0,61%
RILHAC-TREIGNAC	594,63	591,17	-0,58%
SAINT-HILAIRE-LES-COURBES	822,37	818,90	-0,42%
SOUDAINE-LAVINADIÈRE	679,46	676,00	-0,51%
TARNAC	819,60	816,13	-0,42%
TOY-VIAM	677,13	673,66	-0,51%
TREIGNAC	821,13	817,67	-0,42%
VEIX	712,64	709,19	-0,48%
VIAM	1005,12	1001,65	-0,35%
BUGEAT	815,51	762,76	-6,47%

Si la totalité des communes de la CCV2M étendue bénéficient de l'intégration de Bugeat, conformément aux explications données plus haut sur l'évolution de la « richesse communautaire », et ce indépendamment de la réalité des ressources supplémentaires perçues par la communauté, Bugeat est la plus avantageuse du fait même de son changement d'appartenance intercommunale.

¹⁴ Le potentiel fiscal n'étant qu'une composante de celui-ci, et ne servant en pratique qu'au calcul de l'écrêtement de la dotation forfaitaire, il n'est pas mentionné ici par souci d'allègement du texte.

Le tableau qui suit en tire les conséquences en termes de dotations, qu'il s'agisse de la dotation forfaitaire, de la dotation de solidarité rurale ou de la dotation nationale de péréquation. Rappelons qu'il ne s'agit que de simulations, résultant des données 2020, et que les effets réels d'une extension, ne se feront sentir qu'en 2023 (voire 2024 s'agissant de la dotation forfaitaire) ; outre les modifications intervenant sur le territoire, s'ajouteront les conséquences de la réforme fiscale dans le calcul des indicateurs qu'il est impossible d'évaluer à ce stade.

Il apparaît que le gain total est assez différent suivant la situation intrinsèque de chaque commune ; en particulier, Chamberet, Tarnac, Treignac et Bugeat bénéficient de la croissance de leur dotation « Bourg-centre ». Mais toutes les communes voient, en fin de compte, leur D.G.F. légèrement supérieure à ce qu'elle est actuellement.

Communes	DGF totale 2021	DGF simulée après extension	Variation
AFFIEUX	72 760	72 811	0,07%
BONNEFOND	57 518	57 574	0,10%
CHAMBERET	519 403	522 469	0,59%
EGLISE-AUX-BOIS	38 943	38 946	0,01%
GOURDON-MURAT	34 935	35 075	0,40%
GRANDSAIGNE	51 197	51 203	0,01%
LACELLE	49 132	49 377	0,50%
LESTARDS	4 116	4 122	0,15%
MADRANGES	46 883	47 131	0,53%
PEYRISSAC	31 758	31 935	0,56%
PRADINES	47 304	47 440	0,29%
RILHAC-TREIGNAC	37 410	37 525	0,31%
SAINT-HILAIRE-LES-COURBES	42 776	42 848	0,17%
SOUDAINE-LAVINADIERE	33 995	34 175	0,53%
TARNAC	175 424	175 626	0,12%
TOY-VIAM	21 692	21 751	0,27%
TREIGNAC	333 909	336 378	0,74%
VEIX	48 039	48 199	0,33%
VIAM	45 672	45 683	0,02%
BUGEAT	289 573	302 965	4,62%

Le détail par dotation est donné en annexe.

Il ressort de ces analyses que le gain financier pour Bugeat, tant sur sa D.G.F. que sur le F.P.I.C. (dans les conditions de répartition actuelles), serait de l'ordre de **19 000 €**.

Evaluation de la fiscalité, des dotations, du F.P.I.C. et des charges pour HCC

Les mêmes méthodes de simulations aboutissent, sur la base des données 2020 ou 2021, aux résultats ci-après.

Concernant la fiscalité intercommunale perçue sur le territoire de Bugeat, elle s'élevait en 2020.¹⁵ à 170 056 € hors T.E.O.M. (soit un montant de 154,74 € par habitant.¹⁶, contre un montant moyen de 353,37 € par habitant sur l'ensemble du territoire) ; mais déduction faite du F.N.G.I.R. prélevé sur HCC (41 381 €) et de l'attribution de compensation versée par la communauté à la commune (83 637 €), le

¹⁵ Sources : Critères de répartition des dotations d'intercommunalité, D.G.C.L. ; Recensement des éléments d'imposition, D.G.F.I.P.

¹⁶ Population « D.G.F. »

solde s'est élevé à **45 038 €**, soit un montant net de 40,98 € par habitant (contre 138,74 € en moyenne pour l'ensemble de l'E.P.C.I.).

La dotation d'intercommunalité, devrait quant à elle rester identique rapportée à la population (soit 10,70 € par habitant), en dépit de la faible augmentation du potentiel fiscal par habitant (de 393,16 € à 399,61 €) et du revenu moyen par habitant (de 12 594,11 € à 12 626,31 €) résultant du retrait de Bugeat, dans la mesure où les effets de la réforme intervenue en 2019 ne sont pas achevés : ainsi, l'augmentation annuelle du montant par habitant attribué à HCC est limitée à 10 %, et ce n'est sans doute qu'en 2026 que serait atteint le montant exact auquel a droit la communauté. Le montant estimé, sur la base d'une population D.G.F. ramenée à 39 588 habitants, aurait été ainsi de 423 522 €, en diminution de **11 843 €**.

HCC perdrait également la part de dotation de compensation afférente à Bugeat, estimée (cf. plus haut) à **27 968 €**.

Enfin, s'agissant du F.P.I.C., l'évolution à la hausse du potentiel financier agrégé (de 678,64 € à 692,60 € par habitant.¹⁷) et du revenu moyen par habitant se serait traduite par une augmentation de 77 825 € de la contribution de l'ensemble intercommunal, et donc de **23 267 €** pour HCC au regard de la répartition de droit commun.

Il s'ensuivrait donc un différentiel de ressources nettes de l'ordre de **109 000 €** pour HCC, en regard duquel on peut mentionner les économies résultant du fait que HCC n'aurait plus à intervenir budgétairement sur la commune. Faute de documents détaillés, on peut mentionner à titre indicatif que le montant total des charges 2019 s'est élevé pour HCC à 6,897 M€, soit 169,52 € par habitant.¹⁸, ce qui représente pour Bugeat un montant de l'ordre de **186 300 €**.

Personnel

Au regard de l'analyse des conditions d'exercice des compétences actuellement exercées par les deux communautés, les seuls agents concernés par le départ de Bugeat de Haute-Corrèze Communauté est un agent à temps plein de droit privé employé par l'Office de tourisme intercommunal de Haute-Corrèze, E.P.I.C. ; conformément aux dispositions du code du travail, et sauf dans l'hypothèse où son employeur actuel lui proposerait une modification de ses conditions d'exercice (pouvant au demeurant constituer une modification substantielle de son contrat). Le premier sera repris par la S.P.L. Terres de Corrèze qui assure la promotion du tourisme pour la C.C.V.2.M. ainsi que pour deux autres E.P.C.I. moyennant un financement mutualisé fondé sur un critère démographique. Le coût pour la C.C.V.2.M. est estimé à 28 500 € sur cette dernière base, la gestion des personnels relevant de façon indépendante de ladite S.P.L.

Autres dépenses de fonctionnement

Pour Bugeat

Les dépenses de fonctionnement de la commune seront impactées par la reprise de la compétence « Enfance jeunesse », dont il lui appartiendra de définir les modalités d'exercice. Sur la base des éléments évoqués par HCC en 2021 (dépenses totales, frais de structure inclus, d'un montant de 98 000 € ; recettes de 38 415 €), le coût net serait de 59 585 € en l'état actuel de l'exercice de la compétence. Un agent fonctionnaire à temps complet est concerné par ce transfert de HCC vers la

¹⁷ Population pondérée en application de l'article L. 2336-2 du C.G.C.T.

¹⁸ Population « D.G.F. »

commune de Bugeat (Nadège Saugeras). L'avis du comité spécifique du Centre de Gestion de la Corrèze sera sollicité avant son transfert.

Pour la C.C.V.M.M

Les charges résultent de l'extension à la commune de Bugeat des compétences actuellement exercées par les deux communautés (et couvertes théoriquement dans le calcul à l'origine du montant actuel de l'attribution de compensation négative versée à la commune). Elles sont estimées globalement (hors gestion des déchets : 100 620 € potentiellement financés par la taxe affectée correspondante) à 122 889 € à terme (dans l'hypothèse en particulier de l'extension à Bugeat des conditions de fonctionnement actuelles de la médiathèque), pour des recettes estimées de 54 084 €, soit une charge nette de **68 805 €** pour l'E.P.C.I. Le détail en est donné ci-après.

Compétence	Charges générales	Charges salariales (base: 1 ETP=38 600 €)	Recettes de fonctionnement
PLU	500	3 088	
SDAEP	300	1 930	
SPANC	500	2 316	2 816
Aides économiques	2 528		
Tourisme	28 500		
GEMAPI	400	1 930	1 142
OPAH	200	1 930	
Maison de santé	15 095	3 088	15 560
Médiathèque	17 715	15 826	16 577
Action sociale	400	3 088	1 544
Subventions	2 000	0	
Randonnées	3 050	3 860	
Maison du granite	500	1 930	
Etang des Saules	4 900	1 930	16 445
Services généraux (quote-part)	4 000	11 580	
TOTAL	70 393	52 496	54 084

Concernant la gestion des déchets, elle est actuellement financée par la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (T.E.O.M.) dans les deux communautés. Le taux voté en 2021 par HCC (qui pratique des taux différenciés suivant les communes dans le cadre d'une procédure de lissage) était pour Bugeat de 10,58 % pour un produit attendu de 107 661 € ; le taux voté par la CCV2M sur tout son territoire était de 11,90 %, et dégagerait sur les mêmes bases une recette de **121 093 €** pour un coût estimé par la CCV2M à **100 620 €**. Toutefois, il n'est pas certain que les dispositions adoptées par les deux communautés en matière d'exonération pour les entreprises assujetties à la redevance spéciale soient identiques : la recette précitée pourrait donc être surévaluée. En tout état de cause, il appartiendra à la CCV2M de déterminer, dans le respect des dispositions de l'article 1520 du code général des

impôts.¹⁹ qui résultent pour partie des décisions jurisprudentielles,²⁰ le ou les taux applicables à compter de 2023 sur son territoire ; un lissage pourra éventuellement être décidé par délibération du conseil communautaire, sur une durée ne pouvant excéder 10 ans, mais il concernerait alors la totalité des communes membres.

Dépenses d'investissement

Vu leur nature, seule une évaluation des dépenses actuellement envisageables, et non nécessairement récurrentes, peut être indiquée, sans qu'il soit possible d'en préciser les financements externes éventuels (dotations et participations) ni le calendrier. Elles s'élèvent à **35 832 €** répartis ainsi :

Aides économiques : 10 000 €

O.P.A.H. : 12 300 €

Maison de santé : 3 552 € (hors dette, cf. ci-après)

Médiathèque : 3 620 €

Musée du Granite : 1 860 €

Maison de l'Etang des Saules : 4 500 € (sous réserve de mise à disposition de la CCV2M)

Dette

Le seul emprunt identifié repris à HCC concerne la maison de santé de Bugeat pour un capital restant dû de 52 520 € (au 31/12/2021) sur une durée de 13 ans au taux fixe de 2,25%, remboursable par amortissements constants annuels de **4 040 €**, qui sera logiquement repris par la CCV2M, laquelle exerce la compétence correspondante.

HCC a fait par ailleurs valoir qu'elle demande la prise en charge d'une quote-part de la dette contractée depuis sa création au titre du financement globalisé de ses investissements.²¹ Cette demande s'inscrit dans le cadre des textes qui disposent que « *le solde de l'encours de la dette contractée postérieurement au transfert de compétences est réparti (...) entre les communes qui reprennent la compétence ou entre la commune qui se retire et l'établissement public de coopération intercommunale* ». La modalité de répartition est actée par HCC et Bugeat selon les données transmises par HCC en octobre 2022 et arrêté à titre définitif au 31/12/2021.²², par référence au

¹⁹ Extrait du texte : « *Les dépenses du service de collecte et de traitement des déchets mentionnées au premier alinéa du présent I comprennent :*

« *1° Les dépenses réelles de fonctionnement ;*

« *2° Les dépenses d'ordre de fonctionnement au titre des dotations aux amortissements des immobilisations lorsque, pour un investissement, la taxe n'a pas pourvu aux dépenses réelles d'investissement correspondantes, au titre de la même année ou d'une année antérieure ;*

« *3° Les dépenses réelles d'investissement lorsque, pour un investissement, la taxe n'a pas pourvu aux dépenses d'ordre de fonctionnement constituées des dotations aux amortissements des immobilisations correspondantes, au titre de la même année ou d'une année antérieure. »*

²⁰ Cf. notamment l'arrêt du Conseil d'Etat « Société Auchan France » en date du 31/3/2014 sur le caractère disproportionné de la taxe par rapport aux dépenses du service

²¹ Mais ceci doit exclure la dette explicitement « ciblée » sur des investissements localisés hors de Bugeat, et en particulier d'un emprunt de 2 M€ contracté en 2019 de façon explicite (cf. notamment la délibération n° 2020-02-12 du conseil communautaire de HCC en date du 10/6/2020) pour la réhabilitation du V.V.F. d'Eygurande.

²² Extrait de la réponse ministérielle du 6/12/2018 à la question écrite n° 03686 de M. le Sénateur Paccaud : « *Ainsi, la délibération conjointe ou l'arrêté du préfet ont le pouvoir de subordonner le retrait de la commune à sa prise en charge d'une quote-part des annuités de dette afférente aux emprunts contractés par l'EPCL pendant la période où la commune en était membre. (...) Cette quote-part est déterminée par les élus ou par l'arrêté du*

« poids financier » de la commune : à titre d'exemple, le potentiel financier de Bugeat pris pour référence dans le calcul de droit commun des contributions au F.P.I.C. était en 2021 de 875 591 € pour un total de 39 440 982 €, soit un ratio de 2,220005 %.

- Emprunt 2020 - CRD au 31/12/2021 : 1 235 000 €
Quote-part Bugeat : 2,220005 x 1 235 000 = 27 417,06 €
- Emprunt 2021 - CRD au 31/12/2021 : 2 000 000 €
Quote-part Bugeat : 2,220005 x 2 000 000 = 44 400,01 €

Soit un total de 71 817.07 € de dette reprise par Bugeat

Actifs

Le tableau suivant répertorie les immobilisations sises sur le territoire de la commune, actuellement mises à disposition de HCC, et qui seraient rétrocédées à Bugeat ou à la CCV2M. Aucune information n'a été obtenue à ce jour sur leur valeur nette comptable au 31/12/2021 ; mais dans la mesure où ladite rétrocession se traduira par des mouvements comptables équilibrés aux bilans des deux groupements et de la commune, ces éléments n'ont pas d'impact sur l'analyse des conséquences financières de l'opération ; seule la prise en compte des dotations aux amortissements éventuelles est à anticiper dans la mesure où elle peut venir modifier les conditions de l'équilibre budgétaire de la section de fonctionnement des entités concernées.

Le cas du « bâtiment des Saules » : rien ne s'oppose à ce qu'il revienne de nouveau de plein droit à la commune de Bugeat²³, qui semble en avoir acquis la propriété lors de la dissolution du syndicat dont elle faisait partie avant de le mettre elle-même à disposition de l'ancienne communauté de communes Bugeat-Sornac. Une éventuelle mise à disposition ultérieure au profit de la CCV2M sera à discuter alors entre les deux parties.

Désignation à l'inventaire	Compétence concernée	Transfert	DATE ACQUISITION	VALEUR BRUTE	VALEUR NETTE au 31/12/2022
MUSEE DU GRANITE	Tourisme	V2M	11/03/2015	30 578,62	30 578,62
MUSEE DU GRANITE	Tourisme	V2M	11/03/2015	65 372,72	65 372,72
MAISON DE SANTE BUGEAT	Maison de santé	V2M	31/12/2014	204 830,04	151 730,03
BATIMENT DES SAULES	Gestion privée	BUGEAT	31/12/2013	228 411,13	213 184,43
TRX ELEC PLOMB BAT DES SAULES	Gestion privée	BUGEAT	09/06/2015	1 517,16	1 517,16
CREATION WC LOCAL INFIRMIERES	Maison de santé	V2M	29/04/2016	1 328,76	1 328,76
AMENAGEMENT ASLH BUGEAT	Enfance jeunesse	Bugeat	10/04/2014	77 866,50	77 866,50
AMENAGEMENT ASLH BUGEAT	Enfance jeunesse	Bugeat	11/04/2014	1 708,44	1 708,44
MOBILIER ALSH BUGEAT	Enfance jeunesse	Bugeat	17/07/2014	5 921,67	5 921,67

préfet. Il peut s'agir, à titre d'exemple, d'une répartition selon un critère de population, selon la date d'entrée dans l'EPCI ou le poids financier de la commune. »

Les textes disposent également que « *les biens meubles et immeubles acquis ou réalisés postérieurement au transfert de compétences sont répartis entre les communes qui reprennent la compétence ou entre la commune qui se retire de l'établissement public de coopération intercommunale et l'établissement* ». Deux éléments peuvent être mentionnés à ce titre.

D'une part, les biens mobiliers installés à la déchetterie de Bugeat (balayeuse et matériel informatique) comme les bacs de collecte des déchets ménagers installés dans la commune, figurent à l'inventaire pour une valeur d'achat de 14 149 € H.T. ; il reviendra à la commune et à HCC de s'entendre sur l'affectation éventuelle de tout ou partie de ces actifs, compte tenu de leur dépréciation (la valeur nette comptable n'a pas été communiquée).

Enfin, il conviendra de procéder également à un transfert partiel de l'actif disponible (trésorerie) constaté au 31/12/2021.²⁴, sur la base de la clef de répartition utilisée pour l'encours de dette.

Mise à jour : (octobre 2022)

²⁴ Cf. par exemple l'arrêt de la C.A.A. de Nancy en date du 29/3/2018, n° 17NC01087.

ANNEXE : Détail des simulations relatives à la D.G.F. des communes selon les réserves de son actualisation avec les données 2022

Commune	Total 2021	Dotation forfaitaire	Dotation de solidarité rurale	Dotation nationale de péréquation	Total après extension	Dotation forfaitaire	Dotation de solidarité rurale	Dotation nationale de péréquation	Variation
AFFIEUX	72 760	52 855	19 905	0	72 873	52 855	20 018	0	0,16%
BONNEFOND	57 518	41 257	16 261	0	57 617	41 266	16 351	0	0,17%
CHAMBERET	519 403	206 837	270 189	42 377	522 504	206 837	270 977	44 690	0,60%
EGLISE-AUX-BOIS	38 943	27 583	11 360	0	39 003	27 583	11 420	0	0,15%
GOURDON-MURAT	34 935	24 544	9 082	1 309	35 156	24 552	9 134	1 470	0,63%
GRANDSAIGNE	51 197	37 435	13 762	0	51 270	37 435	13 835	0	0,14%
LACELLE	49 132	30 206	15 882	3 044	49 406	30 206	15 926	3 274	0,56%
LESTARDS	4 116	4 116	0	0	4 122	4 122	0	0	0,15%
MADRANGES	46 883	23 635	18 586	4 662	47 153	23 635	18 639	4 879	0,58%
PEYRISSAC	31 758	23 798	5 572	2 388	31 963	23 798	5 606	2 559	0,65%
PRADINES	47 304	23 423	20 462	3 419	47 482	23 423	20 513	3 546	0,38%
RILHAC-TREIGNAC	37 410	29 047	6 310	2 053	37 548	29 047	6 347	2 154	0,37%
SAINT-HILAIRE-LES-COURBES	42 776	22 323	20 453	0	42 898	22 334	20 564	0	0,29%
SOUDAINE-LAVINADIÈRE	33 995	18 187	13 325	2 483	34 285	18 197	13 394	2 694	0,85%
TARNAC	175 424	103 374	72 050	0	175 777	103 398	72 379	0	0,20%
TOY-VIAM	21 692	17 458	3 909	325	21 759	17 458	3 931	370	0,31%
TREIGNAC	333 909	164 387	155 410	14 112	336 500	164 459	156 092	15 949	0,78%
VEIX	48 039	33 483	14 057	499	48 243	33 483	14 132	628	0,42%
VIAM	45 672	23 884	21 788	0	45 795	23 892	21 903	0	0,27%
BUGEAT	289 573	196 842	89 967	2 764	303 032	197 242	92 476	13 314	4,65%

4- Adhésion au CAUE – Cotisation 2022. Délibération 2022-72

Le CAUE (Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement) offre aux communes adhérentes des services de conseil d'architectes et de paysagistes pour la concrétisation de projets d'aménagement, de construction, de réhabilitation ou de restauration.

La commune sollicitera le CAUE notamment pour la rénovation de la place des Chênes.

Pour les communes de 200 à 499 habitants l'adhésion annuelle s'élève à 100.00 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à 9 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention :

- autorise le Maire à signer le bulletin d'adhésion au CAUE de la Corrèze et à verser le montant de 100 € de cotisation annuelle pour l'année 2022.

- demande au Maire d'inscrire la dépense au budget principal à l'article 6281.

5- Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) – Commission communale d'attribution des aides communales et conditions de versement.

Délibération 2022-73

Monsieur le Maire rappelle que la convention pour l'opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) de la communauté de communes Vézère Monédières Millesources 2022-2027 a été signée le 04 juillet 2022.

Dans le cadre de cette OPAH, la commune de Tarnac s'est engagée par délibération 2022-17 du 12 avril 2022 à subventionner, sous réserve de respecter les critères d'éligibilité, plusieurs actions :

- l'accession à la propriété
- le ravalement des façades
- la restauration des devantures commerciales
- les projets de travaux de propriétaires bailleurs réhabilitant un logement dont la surface habitable est comprise entre 40 et 60 m²

Un règlement d'intervention recense les différentes aides qui pourront être attribuées pendant la durée de l'OPAH dans la limite de l'enveloppe financière annuelle délibérée par la commune. Les demandes seront déposées auprès de SOLIHA Limousin qui accompagnera les demandes et vérifiera l'éligibilité de leur projet avant examen par une commission communale, qu'il appartient désormais à l'assemblée de créer.

Afin de faciliter la mise en oeuvre de cette opération, le conseil municipal peut déléguer à Monsieur le Maire le pouvoir d'attribuer par arrêté les aides communales accordées par la commission.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à 9 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention :

- désigne les membres de la commission communale chargée de l'examen des dossiers pour l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat, comme suit :

- F. BOURROUX
- S. CHAMPSEIX
- P. CHAUVOT
- C. BAYLE

- délègue au Maire le pouvoir d'attribuer par arrêté les aides communales accordées par la commission communale OPAH et d'en informer le conseil municipal à la séance suivante.

6- Demande de subvention Départementale – Contrat CSC - Aménagement du camping phase 2 et plan de financement. Délibération 2022-74

Vu les délibérations du conseil municipal n° 2021-19, 2021-29 et 2021-67 approuvant la réalisation du projet et sollicitant des aides de financement auprès de l'Etat et du Département pour l'opération « Aménagement du camping phase 2 »,

Vu le Contrat de Solidarité Communale 2021-2023, contractualisant une aide de 13 200.00 € pour cette opération,

Le Maire demande au conseil municipal de solliciter l'attribution de l'aide Départementale contractuelisée dans le contrat CSC 2021-2023.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à 9 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention :

- **Sollicite le Département pour l'attribution de l'aide telle que contractuelisée dans le CSC 2021-2023 pour un montant de 13 200.00 pour une dépense de 66 000.00 € HT**
- **Approuve le plan de financement suivant dont le montant HT de l'opération est ramené à 61 516.15 € :**

Opération HT	61 516.15 €
Conseil Départemental 20% (CSC 2021-2023)	12 303.23 €
DSIL 13.17 %	8 100.00 €
DETR 20% du plafond de 20 000 € HT	4 000.00 €
Fonds libres HT	37 112.92 €

- **Donne tout pouvoir au Maire pour signer tous documents se rapportant au projet**

7- Réfection du moulin « section Orliac ». Délibération 2022-75

Suite à l'entrevue avec les habitants d'Orliac, il a été évoqué la réfection de la toiture et la vitre cassée du moulin appartenant au bien de section du hameau d'Orliac.

Effectivement, la toiture se dégrade de plus en plus et les ardoises tombent sur la parcelle attenante.

Trois devis ont été demandés pour celui-ci est le devis le moins disant est celui de Mr BOULADOUX Xavier pour un montant de 5 448.60€HT soit 6 538.33€TTC pour faire l'ensemble de ces travaux.

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal d'attribuer les crédits affectés à ces travaux et d'en autoriser la dépense.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à 9 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention :

Décide :

- de valider le devis de la société de Mr BOULADOUX Xavier pour un montant de 5 448.60€HT soit 6 538.33€TTC ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents liés à cette opération ;

Demande au Maire :

- d'inscrire la dépense au budget ; dépense qui sera reprise dans le récapitulatif financier annuel de la Section d'Orliac.

8- Destination des coupes de bois - Exercice 2023.

Suite à un doute sur une parcelle concernée par le programme 2023 de l'ONF, et n'ayant pas tous les éléments de réponse, Mr le Maire propose d'annuler ce point et de le reporter au prochain conseil municipal.

9- Choix des amortissements en M14 « subventions d'équipement ». Délibération 2022-76

Monsieur le Maire explique au conseil municipal qu'en application du plan comptable M14, il convient de fixer les cadences d'amortissement des immobilisations de la commune.

En conséquence, il propose à l'assemblée de fixer la durée d'amortissement à 15 ans pour "les subventions d'équipement".

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à 9 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention :

- accepte la cadence d'amortissement à 15 ans pour les immobilisations ;
- autorise Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à cette décision.

10- Décisions modificatives n° 4 Budget Principal – Exercice 2022. Délibération 2022-77

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal qu'il convient d'abonder les comptes 681 et 280412 afin d'intégrer dès 2022 l'amortissement des "subventions d'équipement" versées lors de l'exercice précédent, d'une part et d'abonder les comptes d'ordre 040 et 042 afin d'intégrer en investissement les prestations du Syndicat de la Diège pour les travaux de voirie et du cimetière.

Le Maire propose donc les décisions modificatives ci-dessous :

Intitulé	Diminution sur crédits déjà alloués			Augmentation des crédits		
	Compte	Opé.	Montant	Compte	Opé.	Montant
Virement à la section d'investissement 042				023		1 153,00
Dotations aux amortissements et aux 042				681		3 147,00
Fonctionnement dépenses						4 300,00
Solde			4 300,00			
Production immobilisée 042				72		4 300,00
Fonctionnement recettes						4 300,00
Solde			4 300,00			
Agencements et aménagements de t 040				212	H.O.	1 800,00
Réseaux de voirie 040				2151	H.O.	2 500,00
Investissement dépenses						4 300,00
Solde			4 300,00			
Virement de la section de fonctionner 040				021	H.O.	1 153,00
Bâtiments et installations 040				280412	H.O.	3 147,00
Investissement recettes						4 300,00
Solde			4 300,00			

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à 9 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, approuve les décisions modificatives au Budget Principal.

11- Adhésion à la plateforme de dématérialisation des marchés publics du Conseil Départemental de la Corrèze 2023-2027. Délibération 2022-78

Suite à l'obligation de dématérialisation des marchés publics imposée par la réglementation en 2018, la commune de Tarnac a adhéré à la plateforme départementale de dématérialisation "Achat Public" par le biais d'une convention de mise à disposition dont l'échéance est au 31 décembre 2022.

La convention arrivant à son terme, le Conseil Départemental de la Corrèze propose de renouveler notre adhésion avec une nouvelle convention d'une durée de cinq ans soit du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2027. La mise à disposition de la plateforme demeure gratuite.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à 9 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention :

- Approuve le renouvellement de l'adhésion de la commune de Tarnac à la plateforme de dématérialisation des marchés publics du Département de la Corrèze pour une période de cinq ans soit du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2027.

- Autorise le Maire à signer la convention de mise à disposition.

12- Questions diverses

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h25

Approuvé en séance du conseil municipal du ...

Le Président de séance

François BOURROUX

Le secrétaire de séance

XXXXX